

Emploi dans les organismes : un engagement ministériel *a minima*

Après le recul partiel sur les "chaires" qui permet aux organismes de récupérer près de 130 postes dans les organismes sur 2009, des membres du gouvernement précisent enfin qu'il n'y aura pas de suppression d'emplois dans la recherche dans les deux prochaines années. C'est ce qu'indiquent l'article d'Eric Woerth dans les Echos et le récent discours de Valérie Pécresse au Collège de France. Pour l'université, un tel engagement avait été pris ultérieurement.

Il ne faut pas minimiser ces progrès qui sont la conséquence de plusieurs mois d'action : dans nos secteurs, comme ailleurs, un vaste plan de suppression d'emplois était initialement prévu. Mais on ne peut s'en satisfaire pour les raisons qui suivent.

1- Même sans suppression officielle d'emplois, le nombre de personnels CNRS baisse entre 2005 et 2008

C'est ce que montre le document CNRS intitulé "De la prospective à la programmation de l'emploi scientifique 2009-2014" (Schéma 1). L'interprétation probable est que si les départs à la retraite ont été remplacés, les autres départs ont été utilisés pour maintenir le taux de promotion. Les grandes campagnes verbales pécessiennes sur l'amélioration des carrières ne vont quand même pas jusqu'à donner l'argent pour les réaliser : il faut supprimer des emplois pour simplement maintenir le niveau de promotions.

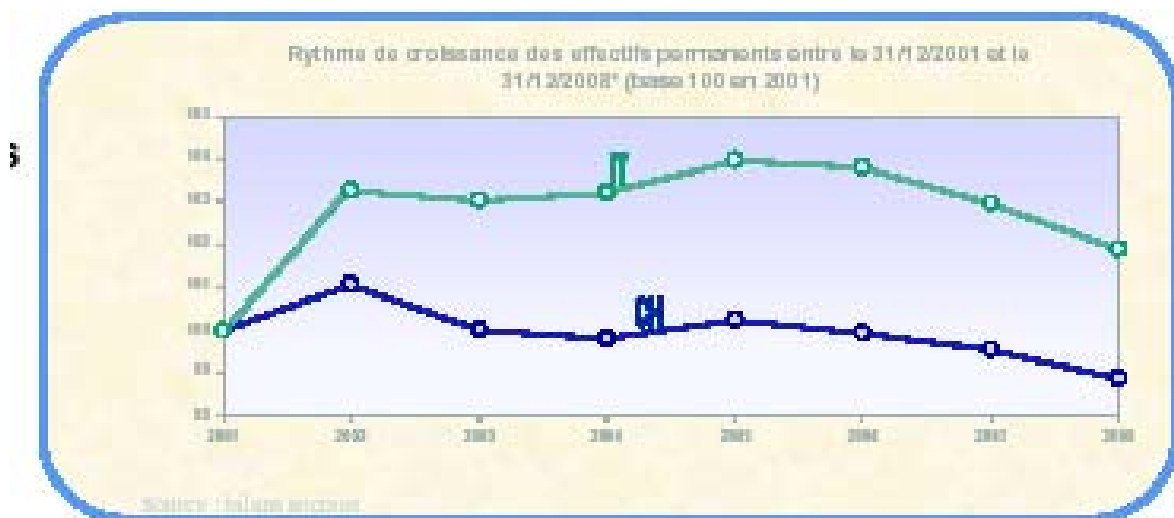
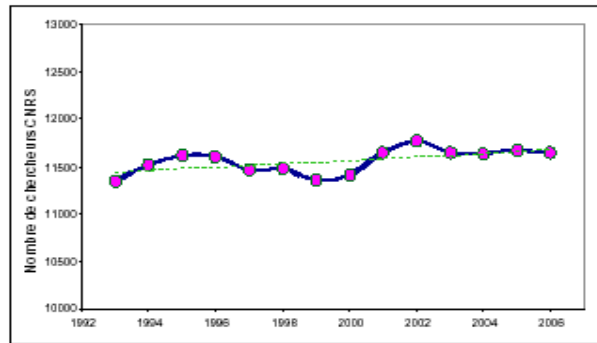


Schéma 1 : Baisse des effectifs au CNRS : indice 100 en 2001 (source CNRS)

2- L'effectif CNRS d'aujourd'hui a baissé par rapport à celui de 1993

À partir des chiffres données dans le Bilan social du CNRS depuis 1993, il apparaît que le nombre de chercheurs CNRS est le même en 2006 et en ... 1993 (Schéma 2). Celui des ITA a baissé depuis cette dernière date (Schéma 3).

Ces évolutions sont encore plus marquées si on compare le poids des personnels CNRS dans la population française. Le Schéma 4 donne la mesure du mépris de la droite pour le CNRS.



Evolution du nombre de chercheurs CNRS

http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article1878&var_recherche=audier

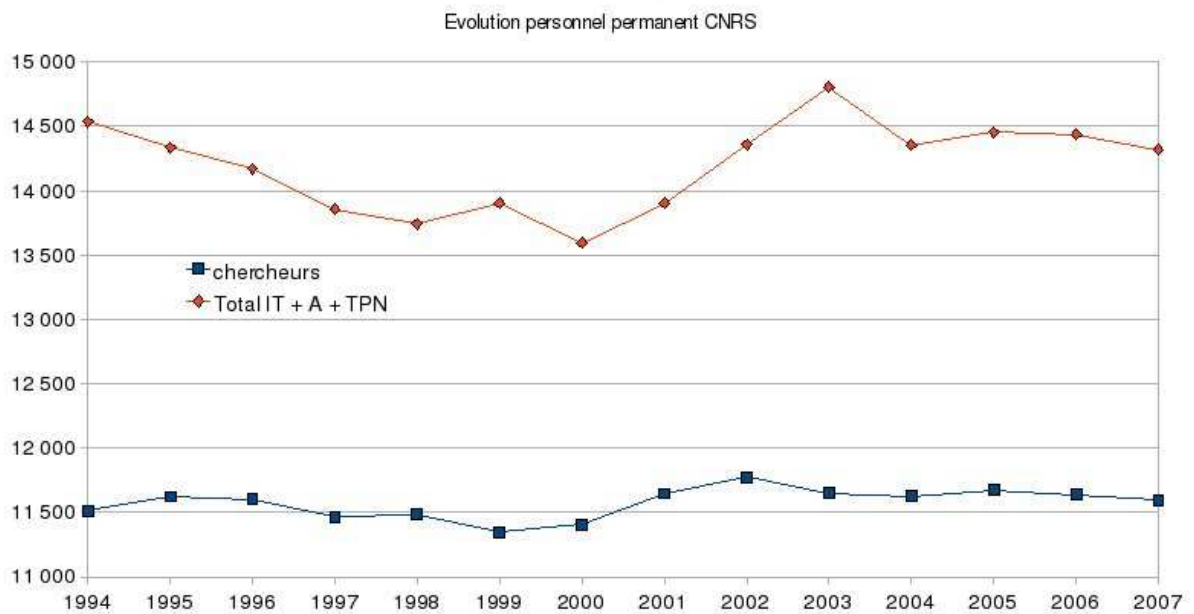


Schéma 3 : Evolution du nombre de personnels CNRS

http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2611&var_recherche=brossard

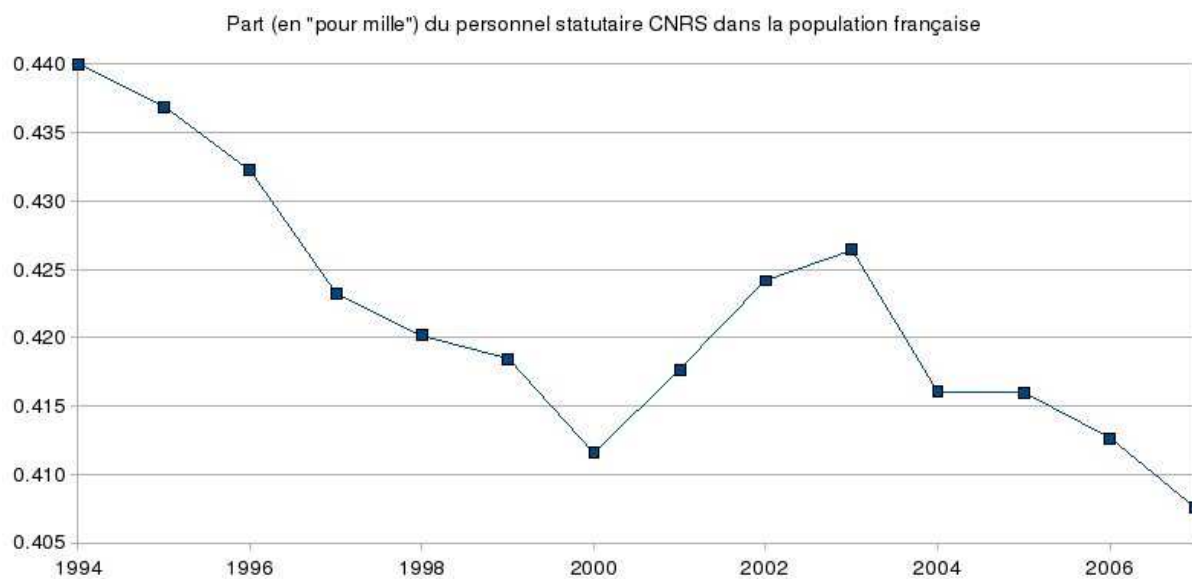


Schéma 4

http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2611&var_recherche=brossard

Une stagnation délibérée pour provoquer la précarité

Si depuis 1993, on avait accru de 1 % annuellement le potentiel humain des 26 000 agents du CNRS, il y aurait 4 500 agents de plus, soit l'ordre de grandeur du nombre de précaires.

Aujourd'hui, demander une croissance de 5 % par an coûte 60 à 70 millions de plus annuellement. Une bagatelle par rapport aux 2,5 milliards annuels du Crédit d'impôt (en le gardant pour les PME) et aux 2,5 milliards annuels de la TVA sur la restauration.

Avec l'une ou l'autre de ces sommes, on pourrait faire fonctionner l'université et la recherche publique avec 50 000 emplois de plus. Juste ce qu'il faudrait pour faire fonctionner correctement ces secteurs. Ce sera l'objet d'un tout prochain article.